

## Je m'explique

Raymond Barbeau

Volume 4, Number 21, March 1962

Le séparatisme

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/59884ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Barbeau, R. (1962). Je m'explique. *Liberté*, 4(21), 150–158.

## Je m'explique

RAYMOND BARBEAU

*Interview exclusive à Liberté*

*Question : Désirez-vous obtenir le pouvoir ?*

Réponse : *L'Alliance laurentienne* est un mouvement patriotique fondé le 25 janvier 1957 en vue de propager l'idée de l'indépendance du Québec et de proclamer la République de Laurentie. Nous ne visons pas pour le moment à obtenir le pouvoir. Notre travail immédiat consiste à convaincre la population de la nécessité de l'indépendance. Jusqu'à ce que l'ensemble de la population québécoise reconnaisse cette nécessité, nous préférons ne pas fonder de parti politique. Le parti laurentien viendra à son heure, et les Laurentiens, parce qu'ils ont une doctrine précise et des cadres de plus en plus complets, pourraient bien être ceux qui feront l'indépendance. Lorsque nous aurons l'appui du public, un congrès général de tout le mouvement laurentien décidera de l'opportunité de présenter des candidats dans tous les comtés. Quant à moi, je ne cherche qu'à servir par la parole et par la plume les intérêts supérieurs de ma nation, et bien que n'ayant pas d'ambitions politiques personnelles, je ne refuserai jamais de servir la cause de l'indépendance, en quelques circonstances que ce soit, même par l'engagement politique direct, si les circonstances m'y obligent.

*Question : Si oui, par quels moyens ? Iriez-vous, par exemple, préconiser le coup d'Etat ?*

Réponse : L'indépendance du Québec s'obtiendra par les voies démocratiques ordinaires. Les vieux partis évolueront et récla-

meront eux-mêmes la pleine souveraineté du Québec ; sinon, les partisans de l'indépendance formeront un parti politique et présenteront des candidats. Une fois au pouvoir, les souverainistes engageront des pourparlers avec Ottawa et négocieront des ententes pour détacher le Québec de la Confédération. En aucun cas, nous ne songeons au coup d'Etat ou au recours à la force. Lorsque les Laurentiens se présenteront aux élections, c'est qu'ils jouiront de l'appui populaire. On ne voit pas, dans ces conditions, l'utilité et la possibilité d'un coup d'Etat.

*Question : Considérez-vous que le gouvernement Lesage travaille " dans le sens de l'histoire " et prépare, consciemment ou non, la voie à l'indépendance ?*

Réponse : Le gouvernement Lesage suit une ligne de conduite plus fermement autonomiste et plus positivement québécoise que les gouvernements passés. Par là, il travaille " dans le sens de l'histoire " laurentienne. Le premier ministre et les divers ministres du cabinet actuel ont multiplié les déclarations et les gestes de souveraineté. Ils ont accepté de parler de l'Etat du Québec et de la nation canadienne-française. Le gouvernement actuel a inauguré la Maison du Québec à Paris, future ambassade de la République québécoise. Il a rejeté le projet fédéral de rapatriement de la constitution. Il veut qu'Ottawa remette aux États provinciaux la part des taxes qui leur revient. Il a dénoncé l'empiètement fédéral dans le domaine de l'enseignement universitaire. Il commence à prendre ses responsabilités dans l'exploitation de nos ressources naturelles ; je pense ici au projet de la rivière Manicouagan et à la volonté du gouvernement de nationaliser tout le réseau hydro-électrique québécois, ce qui serait une véritable bénédiction pour le Québec et le premier pas vers l'émancipation économique. M. Lesage a également refusé de participer à une conférence fédérale-provinciale qui aurait pour but de créer un réseau pan-canadien d'électricité.

Malgré cette action nettement souverainiste, le gouvernement Lesage n'est pas celui dont les Canadiens français auraient besoin au milieu du vingtième siècle. Il nous faudrait un gouvernement beaucoup plus radical et essentiellement dé-

voué à la cause de l'indépendance, un gouvernement qui n'accepterait aucun plan conjoint avec Ottawa et qui exigerait le retour graduel de tous les impôts québécois. On le sait, les libéraux n'ont rien fait pour re franciser le Québec. Ce parti pourra-t-il jamais couper ses liens avec le parti fédéral ? C'est douteux.

*Question : Marcel Chaput est-il un rival ou un allié ?*

Réponse : Ni un rival ni un allié, un émule, au demeurant, fort sympathique. Il n'est pas un rival parce que nous visons les mêmes buts ; il n'est pas un allié parce que nous voulons y arriver par des moyens différents. Il lui reste à définir sa doctrine politique, économique, sociale, culturelle, religieuse : on ne peut pas vraiment orienter tout un peuple sans doctrine politique et sans programme d'action. Quand tout le Québec sera convaincu de la nécessité de l'indépendance, Marcel Chaput sera un allié s'il rejoint nos positions de démocratie organique et communautaire, et un rival s'il accepte le socialisme, en quel cas ses chances de rallier les suffrages de la population seraient fort réduites. Le socialisme n'a jamais connu chez nous de succès électoraux et ce serait une erreur de lier la cause de l'indépendance au socialisme, surtout dans notre contexte nord-américain où l'exploitation de nos richesses naturelles si abondantes peut s'accomplir autrement que par le monopole d'Etat. La libre entreprise, pourvu qu'elle serve les intérêts de la nation et qu'elle accepte un droit de regard et d'orientation de la part de l'Etat, pourrait bien être le levier de notre progrès économique. On remarquera que les Laurentiens proposent l'interventionnisme et une économie mixte. Le socialisme intégral ne respecte pas la liberté de la personne humaine et n'est pas conforme à notre mentalité. Personnellement, j'estime que Marcel Chaput a de grands mérites et qu'il fait preuve de beaucoup de zèle. L'avenir dira si une certaine forme de collaboration peut s'établir entre l'*Alliance laurentienne* et le *RIN*.

*Question : Y a-t-il des hommes politiques assez forts, parmi les leaders de l'indépendance, pour rallier le vote populaire ? Ou, si vous préférez poser le problème en d'autres termes, croyez-*

*vous que les Canadiens français sont, en majorité, favorables à l'indépendance ?*

Réponse : Parmi les chefs des mouvements d'indépendance, plusieurs ont des aptitudes, des qualités, des talents qui surpassent de beaucoup ceux de nos chefs politiques actuels, compte tenu de leur âge. Dans un certain nombre d'années, on peut croire que le mouvement souverainiste actuel aura rallié les meilleurs esprits de la nouvelle génération et qu'un des chefs souverainistes actuels aura fait la preuve qu'il peut compter sur le vote populaire. Déjà, la population est très attentive à nos déclarations. Les récents sondages nous apprennent en effet qu'après cinq ans de travail, un million de Canadiens français se disent pour l'indépendance. C'est un signe non équivoque de la confiance que nous inspirons. D'ici quelques années, la majorité des Québécois sera certainement en faveur de l'indépendance.

*Question : Croyez-vous à l'épreuve des élections à brève échéance ?*

Réponse : En 1964, les Laurentiens ne seront probablement pas prêts à assumer les responsabilités du pouvoir, mais rien ne nous empêchera, si les circonstances sont favorables, de présenter des candidats pour sonder l'opinion publique. Il est évident que la nation n'est pas encore suffisamment renseignée sur les problèmes nationaux pour comprendre tous les bienfaits de l'autodétermination. Deux siècles d'esclavage ne s'effacent pas en quelques années.

*Question : Vous rallieriez-vous à un Daniel Johnson devenu séparatiste ?*

Réponse : Si M. Johnson devient un partisan de l'indépendance, c'est que son parti sera devenu souverainiste, et par conséquent une grande partie de la population l'appuiera. Dans ces conditions, il est probable que M. Lesage proposera à son tour l'indépendance, et les Laurentiens militeront dans l'un et l'autre parti. S'ils ne vont pas jusqu'à l'indépendance, nous formerons nous-mêmes un parti. Si M. Lesage refuse l'indépendance et que M. Daniel Johnson l'accepte, nous appuierons M. John-

son. Et si M. Johnson la refuse et que M. Lesage l'accepte, nous appuierons M. Lesage. Nous préférierions toutefois un autre homme d'Etat pour réaliser la République, par exemple, M. Jean Drapeau.

*Question : On vous reproche parfois d'être intolérant, réactionnaire, voire même fasciste ? Que répondez-vous à cela ?*

Réponse : Tout citoyen habitant la République de Laurentie aura droit au nom de Laurentien qui a l'avantage d'éviter la référence exclusive à l'origine et à la langue française. Nous n'avons jamais manifesté d'intolérance vis-à-vis des minorités québécoises, quelles qu'elles soient. Nous l'avons dit et écrit, la langue, l'origine ethnique et la religion ne sont pas les seuls critères pour juger de l'allégeance d'un citoyen à l'Etat ou de son appartenance à une nation. Que les gens qui habitent le Québec aient des noms français ou de consonance étrangère, qu'ils soient pratiquants ou non-pratiquants, de couleur noire, jaune ou blanche, peu importe. Toutefois ils ne doivent pas accomplir une oeuvre de dénationalisation, d'abâtardissement ou de négation des droits les plus sacrés de la nation laurentienne. Il ne s'agit pas du nom d'une personne, mais bien de sa mentalité, de sa culture, de ses convictions nationales. Nous le redisons, pour qu'on nous entende bien, nous accueillerons avec la plus grande joie tous les francophones agnostiques ou de religion protestante. Une nation n'est pas nécessairement un tout monolithique absolument homogène, étouffant dans des cadres rigides et dans des moules préfabriqués. La liberté de la nation postule et appelle la liberté des individus qui la composent.

Certains, parfois, nous accusent d'être des réactionnaires. Si le réactionnaire est celui qui réagit contre le progrès et l'avenir, nous ne sommes pas des réactionnaires puisque toute notre action porte sur l'avenir et puisque nous voulons abolir les formes vétustes et sclérosées du passé. Nous ne sommes ni monarchistes, ni théocrates, ni partisans d'un régime de confusion entre l'Eglise et l'Etat ; nous nous opposons avec la dernière vigueur à tout genre de dictature militaire et à l'esprit caporaliste ; nous rejetons le capitalisme et nous n'adhérons à aucune conception périmée de l'entreprise privée. On se trompe en accusant les Laurentiens d'être des réactionnaires. Nous

voulons le renouvellement de tout le Québec et nous sommes les seuls à réclamer la République. Les réactionnaires ne seraient-ils pas ceux qui sont pour le *statu quo* confédératif et le régime impérialiste et monarchique qui nous est imposé depuis la Conquête ? Nous avons fait la preuve, par notre audace et notre persistance, que nous sommes à l'avant-garde, et que nous sommes accordés au rythme du monde moderne. Comme tous les avant-gardistes, notre bête noire est le colonialisme sous toutes ses formes. Nous réagissons contre l'apathie et la trahison d'une partie de notre élite intellectuelle et professionnelle parce que nous voulons avant tout le progrès de la nation.

Nous sommes les adversaires irréductibles de toute dictature fasciste, socialiste et communiste. Les fascistes étaient pour le socialisme national et nous ne sommes pas des socialistes. Nous croyons au capital national, à la collaboration du capital et du travail, à l'association du social et du national qui n'ont aucune raison d'être opposés. Ceux qui nous accusent d'être des fascistes devraient étudier les origines du mouvement fasciste, et ils verraient que notre doctrine, notre programme, nos méthodes, notre esprit s'opposent au fascisme. Nous ne faisons pas appel, comme les fascistes, aux sentiments et aux passions populaires, mais nous nous adressons à la raison et à l'esprit des gens pour les convaincre véritablement. Notre action est ainsi exempte de toute démagogie.

*Question : Quel régime préconisez-vous pour le Canada français — ou la Laurentie — après l'accession à l'indépendance ? Sur le plan politique ?*

*Réponse :* Il ne nous est pas possible de résumer ici les articles de la constitution de la République de Laurentie dans laquelle on trouvera les grandes lignes du régime politique laurentien. On se reportera pour plus de détails au numéro 107 de la revue *Laurentie*, publié en janvier 1960, et on écrira à l'*Alliance laurentienne*, Case postale 31, Station Delorimier, Montréal. L'Etat laurentien sera une République unitaire, démocratique, corporative, communautaire et d'inspiration chrétienne. Le pouvoir politique sera partagé entre trois forces qui s'équilibreront : le président de la République entouré du conseil des ministres, la Chambre corporative et l'Assemblée nationale.

Le président est élu directement par le peuple pour 7 ans et ne peut être réélu que pour deux termes consécutifs, en somme un régime présidentiel analogue à celui des Etats-Unis et sans l'autocratie des chefs d'Etat de certains pays latins. Les membres de la Chambre corporative sont élus par les corporations, les associations, les syndicats, les universités, etc. Les membres de l'Assemblée nationale sont élus par le peuple à l'aide du système des partis. Les corporations, qui sont des organismes intermédiaires entre l'Etat et les individus établissent un lien nécessaire entre les deux et forment en même temps un frein à la bureaucratie toute-puissante que connaissent certains régimes totalitaires. Le citoyen laurentien a un triple rôle politique à jouer : il participe directement ; il vote, sur le plan régional, pour son député et, sur le plan du travail, pour le délégué de sa corporation. Toute la réalité nationale, région, famille, milieu de travail, associations diverses, se reflète dans le gouvernement. C'est ce régime que nous appelons la démocratie. Ce régime laurentien nous semble le plus apte à répondre aux exigences de l'histoire, aux besoins actuels et futurs de notre nation, et il nous semble le plus conforme au génie de notre peuple. Il est stupide de voir en nous des dictateurs en puissance. Comme tous les Canadiens français, nous croyons que les libertés collective et personnelle sont solidaires et sont les deux plus grandes valeurs des citoyens adultes.

*Question : Sur le plan commercial et économique ?*

Réponse : La Laurentie établira une union douanière avec le Canada, fera son entrée dans l'Organisation des Etats Américains et dans le Marché commun, développera ses relations internationales avec tous les pays du monde, surtout avec les pays de langue française et de culture latine. Le Québec arrivera au 50<sup>e</sup> rang quant à sa population, et au 30<sup>e</sup> rang environ quant à son territoire. Notre participation à l'ONU portera le nombre des pays francophones à 26, totalisant plus de 150 millions de personnes, et donnera une voix de plus au monde occidental. A l'intérieur de la République, le système corporatif, en organisant le travail, assurera la stabilité de l'économie laurentienne et fera disparaître le chômage. Avant l'instauration complète du corporatisme, la Laurentie connaîtra une période de transition pendant laquelle l'Etat remettra

de l'ordre dans notre économie. Une Banque laurentienne sera formée et une banque de crédit et de financement veillera à racheter les actions ordinaires de plusieurs compagnies anglo-américaines, formule démocratique et équitable de reconquête économique à laquelle le peuple sera appelé à participer en achetant des obligations d'épargne. Le gouvernement laurentien devra effectuer aussi plusieurs nationalisations dont celles des principaux services publics. L'Etat laurentien s'emploiera à réaliser de grands travaux publics dont la fermeture du détroit de Belle-Isle.

*Question : Sur le plan culturel ?*

Réponse : La première ambition de l'Etat laurentien est de redonner à la langue et à la culture françaises tout leur éclat et leur force. La langue française sera déclarée seule langue officielle. Le gouvernement verra à l'établissement de quatre académies, les Académies des Lettres, des Sciences, des Beaux-Arts et des Sciences humaines. Radio-Laurentien sera créée et tous les organismes culturels des grands Etats modernes seront mis sur pied. Nous établirons un régime de collaboration entre les Eglises et l'Etat. Tous les religions recevront une reconnaissance officielle. Nous signerons d'autre part un concordat avec l'Eglise catholique pour bien déterminer les droits de l'Eglise et de l'Etat. Nous encouragerons la promotion du laïc dans l'enseignement. L'Etat laurentien aura un ministère de l'Education nationale qui verra à faire respecter les droits scolaires de toutes les minorités. La constitution laurentienne assure le droit des minorités, la liberté et l'inviolabilité des croyances et des pratiques religieuses, la liberté de parole et de presse, la liberté de l'enseignement, la liberté de réunion et toutes les libertés culturelles fondamentales.

Ces engagements ont été officiellement pris par les Laurentiens depuis au moins deux ans. C'est à se demander si nos adversaires savent lire. Par exemple, M. Gérard Pelletier, commentant dans la *Presse* du 31 janvier le discours que j'ai prononcé à l'occasion du cinquième anniversaire de l'*Alliance laurentienne*, me fait dire que la "natiocratie" équivaut à la suppression radicale des partis politiques. Or, plus de 300 personnes et une douzaine de journalistes m'ont entendu dire que nous gardions les partis. Ceux qui en doutent encore pourraient

venir écouter l'enregistrement de mon discours. Il y a des mauvaises fois difficiles à comprendre. On se demande aussi qu'elle mouche a piqué M. Yves Thériault qui s'est permis récemment de nous injurier bassement. Comme il reçoit gratuitement nos publications, c'est à croire qu'il ne sait pas plus lire qu'il ne sait écrire.

*Question : Quel homme politique, quel révolutionnaire (au Canada ou à l'étranger, maintenant ou dans le passé) admirez-vous le plus ?*

Réponse : L'homme politique qui a le mieux servi les intérêts supérieurs de notre nation, c'est Papineau. Tous les Canadiens français devraient voir en lui un grand défenseur de nos libertés nationales et demander qu'on lui élève un monument. Il a incarné à une époque très difficile de notre Histoire la volonté de notre nation et, malgré certaines erreurs, ses prises de positions politiques demeurent pour nous le grand exemple à suivre.

*Raymond BARBEAU*